STATUTS

GROUPEMENT FONCIER AGRICOLE DES SAINTS MELOIRS

*Statuts mis à jour par décisions de l'Assemblée Générale Extraordinaire du
31/10/2024*

Groupement Foncier Agricole
Au capital de 217 392,30 EUR

*" Certifié conforme à
l'original "*

Siège social :

3, Rue Hardie
02310 VILLIERS SAINT DENIS

TITRE 1ER - FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE - DUREE

ARTICLE 1ER - FORME

Le Groupement Foncier Agricole a été constitué sous la forme de Société civile aux termes d'un acte reçu par Maître Bernard FERRAND, Notaire à CHARLY SUR MARNE (Aisne) en date du 13 Avril 1985, enregistré et publié au bureau des hypothèques de CHATEAU THIERRY (Aisne) le 8 Juillet 1986, volume 4530 numéro 6 et au bureau des hypothèques de MEAUX (Seine et Marne) le 29 Juillet 1985, volume 11601 numéro 8.

Le Groupement Foncier Agricole continue d'exister, entre les propriétaires des parts ci-après visées et de celles qui pourraient être créées ultérieurement, sous la forme de Société civile régie par les articles L 322-I et suivants du Code rural, par les articles R 322-1 et suivants du même code, et par les articles 1845 et suivants du Code civil et par les présents statuts.

ARTICLE 2 -OBJET

Le Groupement a pour objet :

- la propriété et l'administration de tous les immeubles et droits immobiliers à destination agricole composant son patrimoine.
- et généralement toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus défini, pourvu qu'elles ne modifient pas le caractère civil de la société et soient conformes à la législation régissant les Groupements Fonciers Agricoles.
- conformément aux dispositions de l'article 9 de la Loi n° 70-1299 du 31 Décembre 1970, ce Groupement Foncier Agricole ne peut procéder à l'exploitation en faire valoir direct des biens constituant son patrimoine ; ceux-ci doivent être donnés à bail à long terme dans les conditions prévues aux articles 370-24 et suivants du Code Rural.

LES DIFFERENTES DISPOSITIONS ARRETEES DANS LESDITS STATUTS NE POURRONT EN AUCUNE MANIERE DEROGER AUX DROITS DU FERMIER DU G.F.A., TELS QU'ILS RESULTENT DU STATUT DU FERMAGE.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

Cette Société prend la dénomination de "GROUPEMENT FONCIER AGRICOLE DES SAINTS MELOIRS".

Cette dénomination pourra être modifiée par l'Assemblée Extraordinaire des associés.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

- 3, rue ~~Haedu~~ Le siège de la Société est à VILLIERS SAINT DENIS (Aisne)

Il pourra être transféré en tout autre endroit par décision de l'Assemblée Extraordinaire des associés.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à 33 années
à compter du 13 Août 1985

L'Assemblée Générale Extraordinaire des associés peut
proroger cette durée ou décider de la dissolution de la Société.

Aucune dissolution n'est possible avant l'expiration du
bail ou des baux en cours sauf dans le cas prévu par l'article 10
II B des présents Statuts.

TITRE II - APPORTS - CAPITAL SOCIAL - PARTS

ARTICLE 6 - APPORTS

Commune de CROUTES SUR MARNE (Aisne)

ZB	48 Les Cloceaux	35.90 T.A.C	28.700
ZE	35 Les Grivaris	24.50 Vigne	73.500
ZD	6 Les Rayons	33.20 T.A.C.	26.500
ZD	14 Id°	28.20 T.A.C.	22.500
ZE	57 Les Saints Méloirs	44.40 T.A.C.	35.500
		19.08 T.A.C.	15.100
ZM	19 Sous Saint Faron	30.02 Vigne	90.000
ZH	6 Les Vignes à Delaire	15.20 Vigne	45.400
ZH	30 Les Princes Sous le Bois	30.80 T.A.C.	24.500
ZH	56 Les Princes Montins	10.70 Vigne	32.000
ZI	73 Sous Bois du Père Touchoux	64.00 Vigne	96.000
ZM	43 Le Dessous du Bois Marie	37.20 Vigne	81.100
ZM	4 Sous Saint Faron	35.70 T.A.C.	35.700
ZE	8 La Fontaine de Montclère	1.80.50 T.A.C.	270.500
ZE	52 Les Saints Méloirs	32.30 T.A.C.	48.200
ZE	125 Les Vieilles Vignes	26.90 T.A.C.	40.100
ZD	93 Les Sablons	21.40 T.A.C.	32.000
		27.60 T.A.C.	23.300

Commune de VILLIERS SAINT DENIS

ZE	284 Les Justices	28.40 T.A.C.	30.000
ZE	24 Les Sablons	11.90 T.A.C.	12.000
ZE	30 Id°	8.10 T.A.C.	8.000
ZE	22 Id°	63.47 Vigne	190.400

Commune de CHARLY SUR MARNE (Aisne)

ZA	55 Les Glauriettes	7.50 T.A.C	6.000
ZA	57 Les Glauriettes	0.40 T.A.C.	300
ZA	58 Les Glauriettes	6.60 T.A.C.	5.100

Commune de NANTEUIL SUR MARNE (Seine et Marne)

ZD 136	Les Guidons	29.60	Terre	23.500
ZD 115	Les Barbières	29.40	Terre	23.400
ZD 85	Les Luxembourgs	17.40	Vigne	20.000
ZD 83	Les Biens Aimées	14.40	Vigne	35.100
ZD 100	Les Saints Gervais	20.30	Vigne	51.600

Ensemble..... 1.406.000

ORIGINE DE PROPRIETE DES BIENS APPORTES

ZB 48 ZE 35 ZB 48 ZD 6 ZD 14 ZE 57 ZM 19 ZH 6 ZH 30 ZH 56 ZD 5
ZI 73 ZH 43 ZH 4 ZE 8 ZE 52 ZE 125 sur CROUTTES SUR MARNE
ZD 136 ZD 115 ZD 85 ZD 83 ZD 100 sur NANTEUIL SUR MARNE
ZA 55 57 58 sur CHARLY SUR MARNE

Lesdits immeubles appartiennent à Monsieur et Madame CARMIGNY pour les recueillis dans la succession de Madame Simonne Anna Clotilde GRATIOT, en son vivant propriétaire vigneronne, demeurant à CROUTTES SUR MARNE (Aisne) 35 Grande Rue, célibataire, né à CROUTTES SUR MARNE le vingt six janvier mil neuf cent vingt deux, et décédée à CHATEAU THIERRY (Aisne) le dix huit mai mil neuf cent quatre vingt deux, les laissant pour légataires universels aux termes de son testament olographe en date des vingt et un novembre et huit décembre mil neuf cent soixante dix, déposé au rang des minutes de la S.C.P. dénommée en tête des présentes le vingt huit mai mil neuf cent quatre vingt deux.

Ainsi constaté par un acte de notoriété dressé par l'un des notaires associés de la S.C.P. dénommée en tête des présentes le douze juin mil neuf cent quatre vingt deux.

Monsieur et Madame CARMIGNY ont été envoyés en possession dudit legs suivant ordonnance du Tribunal de Grande Instance de SOISSONS le vingt quatre juin mil neuf cent quatre vingt deux.

Lesdits immeubles ont fait l'objet d'attestations immobilières dressées par l'un des notaires associés de la S.C.P. dénommée en tête des présentes :

Deux en date du 28 décembre 1982 publiées au bureau des hypothèques de CHATEAU THIERRY le 21 février 1983, volume 4324 N° 20, et le 26 janvier 1983, volume 4318 n° 7.

Deux en date du 23 Février 1983, publiées au bureau des hypothèques de CHATEAU THIERRY le 9 Mai 1983, volume 4345 N° 19 et au bureau des hypothèques de MEAUX les 18 avril et 23 juin 1983, volume 9944 N° 19.

ZE 284 (propre à Monsieur CARMIGNY) et ZE 22 (appartenant à Monsieur et Madame CARMIGNY) sur VILLIERS SAINT DENIS
Appartiennent à Monsieur CARMIGNY ou Monsieur et

Madame GARMIGNY comme il est dit ci-dessus pour leur avoir été attribuées aux termes des opérations de remembrement effectuées sur la commune de VILLIERS SAINT DENIS et publiées à CHATEAU THIERRY le 26 juillet 1974, volume 4000 N° 1.

ZE 24 sur VILLIERS SAINT DENIS

Appartient à Monsieur et Madame GARMIGNY pour l'avoir acquis de Monsieur Raoul Ernest Alexandre BEDEL, maçon, demeurant à VILLIERS SAINT DENIS (aisne) veuf en premières noces non remarié de Madame Suzanne Madeleine CRANGER.

Suivant acte reçu par Me BENHAMOU, notaire à CHARLY SUR MARNE (aisne) le onze mai mil neuf cent soixante dix huit.

Cette acquisition a eu lieu moyennant le prix principal de CINQ MILLE NEUF CENT CINQUANTE FRANCS payé comptant et quittancé en l'acte.

Une expédition dudit acte a été publiée au bureau des hypothèques de CHATEAU THIERRY le vingt cinq mai mil neuf cent soixante dix huit, volume 3855 n° 29.

ZE 30 sur VILLIERS SAINT DENIS

Appartiennent à Monsieur et Madame GARMIGNY pour les avoir acquis de :

Madame Madeleine LEFRANC, sans profession, demeurant à VILLIERS SAINT DENIS (aisne) 3 rue Hardy, veuve non remariée de Monsieur Henri Alfred GARMIGNY.

Suivant acte reçu par Me PEE LABORDE, notaire associée de la S.C.P. dénommée en tête des présentes le vingt sept janvier mil neuf cent quatre vingt deux.

Cette acquisition a eu lieu moyennant le prix principal de TREIZE MILLE CINQ CENT CINQUANTE FRANCS payé comptant et quittancé en l'acte.

Une expédition dudit acte a été publiée au bureau des hypothèques de CHATEAU THIERRY le premier mars mil neuf cent quatre vingt deux, volume 4228 N° 38.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL - AUGMENTATION DE CAPITAL ET REDUCTION DE CAPITAL

§ 1 CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à DEUX CENT DIX SEPT MILLE TROIS CENT QUATRE VINGT DOUZE EUROS ET TRENTE CENTIMES (217.392,30 €). II est divisé en MILLE QUATRE CENT VINGT SIX (1.426) parts de CENT CINQUANTE DEUX EUROS ET QUARANTE QUATRE CENTIMES (152,449...€) chacune, numérotées de 1 à 1.426, lesquelles sont attribuées comme suit:

- Monsieur Gaëtan PENLOUP À concurrence CINQ (5) parts sociales En pleine propriété Numérotées de 1 à 5, ci	5 parts
- Madame Micheline GARMIGNY ép. CRICCO À concurrence de SEPT CENT HUIT (708) parts sociales En pleine propriété Numérotées de 6 à 713, ci	708 parts
- Monsieur Michel GARMIGNY À concurrence de SEPT CENT TREIZE (713) parts sociales En pleine propriété Numérotées de 714 à 1.426, ci	713 parts
Total égal aux MILLE QUATRE CENT VINGT SIX (1.426) Parts sociales composant le capital social Ci	1.426 parts

§ 2 REPRESENTATION DES PARTS

Les parts sont représentées par des certificats nominatifs inscrites sur un registre des transferts avec mention de leur public, au Fichier Notarial des G.F.A.
Ces certificats, délivrés par la gérance, sont contresignés par le notaire ayant reçu l'acte authentique en portant création ou transfert.

§ III, AUGMENTATION ET REDUCTION DE CAPITAL

Le capital social peut être augmenté en une ou plusieurs fois par décision de l'Assemblée Extraordinaire des associés, soit par la création de parts nouvelles en représentation d'apports en nature en espèces, soit par l'incorporation au capital de toute réserve disponible ou de leur transformation en parts, soit par tout autre moyen.

Le capital social peut aussi, à toute époque, être réduit par décision de l'Assemblée Extraordinaire des associés, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, notamment au moyen de l'annulation, du remboursement ou du rachat des parts ou d'un échange des anciennes parts contre de nouvelles parts d'un montant équivalent ou moindre.

ARTICLE 8 - COMPTES COURANTS

Les associés peuvent être autorisés à consentir des avantages au Groupement par l'Assemblée Générale Extraordinaire qui décide des modalités de ces avances et, s'il a lieu, de l'intérêt à leur servi; et des conditions de leur retrait.

ARTICLE 9

DROITS DES PORTEURS DE PARTS

Chaque part donne droit dans les bénéfices et dans l'actif social à une fraction proportionnelle au nombre de parts composant le capital social.

Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelque main qu'elle passe.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions prises par la collectivité des associés statuant dans les conditions de quorum et de majorité fixées ci-après.

Les héritiers et ayants droit ou créanciers d'un associé ne peuvent sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur des biens et droits de la société ou en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration.

ARTICLE 10

CESSION DE PARTS A TITRE ONEREUX

§ I. FORME DE LA CESSION.

La transmission de parts s'opère obligatoirement par acte authentique. Elle est rendue opposable au Groupement par mention sur son registre de transfert.

Ce transfert ne peut avoir lieu qu'après exécution des formalités de publicité au Fichier Notarial des G.F.A. prévues à l'article 26 § II ci-après des présents statuts.

§ II. MODALITES DE REALISATION DE LA CESSION.

Un associé peut librement céder tout ou partie de ses parts d'intérêt à l'un de ses descendants ou à son conjoint ainsi qu'à un associé exploitant tout ou partie des biens du Groupement.

Toute autre cession à titre onéreux ne peut avoir lieu qu'avec l'agrément des associés, donné dans les conditions suivantes :

1. Le cédant informe le gérant de son projet de cession en indiquant le nombre de parts cédées, les nom, prénoms et adresse du cessionnaire ainsi que le prix offert.
2. Le gérant notifie le projet de cession dans les 10 jours à chaque associé.
3. Chaque associé a un délai de 30 jours à compter de la réception de la notification pour faire connaître au G.F.A. son inten-

tion de se porter acquéreur, et indiquer le nombre de parts qu'il désire acquérir. Son silence, pendant ce délai, équivaut à une renonciation à acheter.

4. Si toutes les parts offertes trouvent acquéreurs parmi les associés :

a. Priorité est donnée aux demandes faites par les associés exploitant les biens du Groupement. Dans le cas où les demandes de ce genre excèdent le nombre des parts cédées, celles-ci, sauf convention contraire, sont réparties également entre les demandeurs, quel que soit le nombre de parts qu'ils détiennent.

5. Si toutes les parts offertes n'ont pas trouvé acquéreur parmi les associés, le surplus peut être acquis, sur proposition de l'associé gérant ou de tout associé :

- par le cessionnaire primitif, s'il l'accepte,
- par toute autre personne physique non associée,
- par la SAFER, dans les limites et conditions prévues par la loi,
- par le Groupement lui-même, qui réduit alors d'autant son capital.

L'agrément de l'acquéreur non associé est donné, soit par l'Assemblée Générale Extraordinaire, soit par le gérant, s'il en a reçu le mandat ou l'autorisation. Le rachat par le Groupement ne peut être décidé que par l'Assemblée Générale Extraordinaire.

6. Le nom du ou des acquéreurs proposés, associés ou tiers, et l'offre d'achat par le Groupement ainsi que le prix offert, sont notifiés au cédant. Ce dernier peut alors renoncer à tout ou partie de son projet de cession ; dans ce cas, il doit en aviser le Groupement dans les quinze jours de la réception de la notification.

7. Si aucune offre d'achat n'est faite au cédant dans les quatre mois de la notification de son projet de cession au gérant, l'agrément de la cession sera réputé acquis à moins que les autres associés ne décident, dans le même délai, la dissolution anticipée du Groupement. Cette décision est alors notifiée au cédant qui peut, cependant, faire échec en faisant connaître au gérant, dans le mois, qu'il renonce à la cession.

§ III. FORME DES NOTIFICATIONS

Toutes les notifications prévues pour l'application des dispositions du § II du présent article, seront faites par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte d'huissier de justice.

§ IV. PRIX DE CESSION ET DELAIS DE PAIEMENT

Chaque année, à titre indicatif, l'Assemblée Générale Ordinaire fixe la valeur de la part, compte tenu notamment des éléments du bilan, et des variations du prix des terrains agricoles de même nature, annoncées par la SAFER dans la région où sont situés les biens du G.F.A.

Cette valeur s'applique en principe aux cessions faites par priorité aux associés exploitants, aux cessions consenties aux autres Membres du Groupement, ainsi qu'aux rachats de parts faits par le Groupement lui-même.

En cas de contestation sur le prix de cession, celui-ci est fixé, conformément aux articles 1843-4 et 1862 nouveaux du Code Civil, par un expert désigné, soit par les parties, soit, à défaut d'accord entre elles, par Ordonnance du Président du Tribunal de Grande Instance du siège du Groupement, statuant en la forme des référés, et sans recours possible, le tout sans préjudice du droit du cédant de conserver ses parts. Les frais d'expertise sont supportés par moitié entre cédant et cessionnaire.

Dans tous les cas, sauf convention contraire, le prix est payable dans les quatre mois de sa fixation définitive, avec intérêts au taux légal.

§ V. CESSIION DE PARTS APPARTENANT A LA S.A.F.E.R.

Les Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural peuvent détenir les parts du présent Groupement, dans les limites et conditions fixées par l'article 1er modifié, de la Loi n° 70-1299 du 31 décembre 1970 et les textes subséquents pouvant le compléter.

Les cessions de parts appartenant aux S.A.F.E.R. sont elles mêmes obligatoirement soumises aux dispositions des paragraphes I à IV du présent article, en particulier pour la mise en oeuvre du droit de priorité prévu au profit des autres membres du Groupement par l'article 1er ci-dessus visé de la loi du 31 décembre 1970.

Conformément à ce texte, si, à l'échéance du délai légal constituant la durée maximum de participation de la S.A.F.E.R. à un Groupement Foncier Agricole, aucun acquéreur présenté par elle n'a été agréé, les associés s'engagent à acquérir les parts qu'elle détient. A défaut d'accord entre les associés pour fixer des bases différentes, il sont tenus d'acquérir ces parts au prorata du nombre de celles que chacun d'eux détient déjà.

Par contre, si la S.A.F.E.R. n'a pas présenté de candidat, elle fait son affaire personnelle de ses parts.

ARTICLE 11

TRANSMISSION DE PARTS A TITRE GRATUIT

§ I. TRANSMISSION ENTRE VIFS :

Un membre du Groupement peut librement céder à titre gratuit tout ou partie de ses parts d'intérêt :

- à son conjoint ;
- à ses ascendants et descendants ;
- aux associés et à leurs conjoints .

Toutes autres transmissions entre vifs, à titre gratuit,

doivent faire l'objet d'une demande d'agrément notifiée au gérant, par lettre recommandée, avec accusé de réception, et indiquant les nom, prénoms, et adresse des cessionnaires ainsi que le nombre des parts dont la cession est envisagée.

L'agrément est donné :

- soit par le gérant, s'il en a reçu le mandat ou l'autorisation,

- soit, dans le cas contraire, par l'Assemblée Générale Extraordinaire qui doit alors être réunie à la diligence du gérant, dans les 30 jours de la réception de la demande.

L'agrément résulte, soit d'une acceptation expresse notifiée au cédant soit du défaut de réponse dans les deux mois de la réception de la demande.

En cas de refus d'agrément, le gérant notifie cette décision au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception et la transmission ne peut avoir lieu.

§ II. TRANSMISSION PAR DECES

A. Le Groupement n'est pas dissout par le décès d'un de ses membres. Dans ce cas, il continue entre les autres membres et les héritiers et ayants droit du membre décédé.

B. Pour exercer les droits attachés aux parts de l'associé décédé, ses héritiers ou ayants droit doivent justifier de leurs qualités héréditaires, par la production de l'expédition d'un acte de notoriété ou d'un extrait d'intitulé d'inventaire, sans préjudice du droit, pour la gérance, de requérir de tout notaire la délivrance d'expéditions ou d'extraits de tous actes établissant lesdites qualités.

Tant qu'il n'aura pas été procédé, entre les héritiers, ayants droits et conjoint, au partage des parts dépendant de la succession du membre du Groupement décédé, et éventuellement, de la communauté de biens ayant existé entre ce membre et son conjoint, les droits attachés à chacune desdites parts seront valablement exercés par l'un des indivisaires.

Pendant la durée de l'indivision et en vue du calcul de la majorité par tête requise pour la validité des décisions collectives l'indivision ne sera comptée que pour une seule tête.

Les héritiers et ayants droit seront considérés individuellement comme associés, dès qu'ils auront notifié à la gérance un acte régulier de partage des parts indivises.

C. Si la succession est dévolue à une personne morale, celle-ci ne pouvant devenir associée, n'a droit qu'à la valeur des parts concernées. Elle doit justifier de sa qualité d'ayant droit. Le gérant est alors tenu de faire connaître à chaque associé, par lettre recommandée avec accusé de réception, le nombre de parts dévolue à la

personne morale. Les droits sociaux correspondants doivent être achetés par les autres associés, un ou plusieurs tiers agréés, la SAFER ou le Groupement lui-même, selon la procédure prévue aux alinéas 3, 4 et 5 du § II de l'article 10. La valeur des parts et les conditions de paiement sont déterminées conformément au § IV du même article 10.

§ III. PUBLICITE AU FICHER NOTARIAL DES G.F.A.

Toute transmission de parts à titre gratuit entre vifs ou par décès donnera lieu aux formalités prévues à l'article 26 § II des présents statuts.

ARTICLE 12

RETRAIT D'UN MEMBRE DU GROUPEMENT

Les associés ont la faculté de se retirer du Groupement. Cette faculté ne peut être exercée que tous les trois ans, à la fin d'un exercice social, c'est à dire pour la première fois le..... et ainsi de suite de trois ans en trois ans.

Les demandes de retrait sont faites par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Elles doivent être parvenues à la gérance six mois au plus et quatre mois au moins avant la fin de l'exercice social concerné.

L'Assemblée Générale Extraordinaire est alors convoquée par la gérance avant la fin du même exercice. Elle n'est tenue d'accepter les demandes de retrait que dans la limite d'un maximum de TRENTE POUR CENT du capital social. Si les demandes excèdent ce pourcentage, elle peut les réduire proportionnellement au nombre de parts détenues par chaque associé demandeur, en négligeant les rompus.

Les demandes de retrait ainsi retenues sont satisfaites à minimum à concurrence de DIX POUR CENT du capital au cours de chacun des exercices suivant l'Assemblée Générale, et, dans le cas où elles ont été retenues au delà de trente pour cent du capital, par tiers au cours de chacun des trois exercices suivants.

L'Assemblée Générale saisie d'une demande de retrait en détermine les conditions et modalités. Sa décision doit être notifiée à la diligence de la gérance, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, à l'associé ayant fait la demande de retrait et aux autres porteurs de parts.

L'Assemblée Générale peut décider de procéder au remboursement des droits sociaux de l'associé qui se retire, en rachetant ou en faisant racheter les parts de celui-ci selon la procédure prévue aux alinéas 3, 4 et 5 du § II de l'article 10 des présents statuts.

Elle peut aussi autoriser le membre du Groupement qui se retire à reprendre tout ou partie de ses apports en nature, ou à se faire attribuer des biens sociaux à concurrence de tout ou partie de la valeur de ses parts. Dans l'une ou l'autre de ces éventualités, il s'opère un partage partiel dans les conditions fixées à l'article 25 des statuts.

Dans tous les cas, la valeur des droits sociaux et les conditions de paiement sont déterminés conformément au § IV de l'article 10 ci-dessus.

Le retrait réalisé donnera lieu aux formalités de publicité prévues à l'article 26, § II des présents statuts.

ARTICLE 13

NANTISSEMENT DES PARTS

Conformément à l'article 12 de la Loi n° 70-299 du 31 décembre 1970 les parts sociales peuvent être données en nantissement, notamment pour l'obtention de prêts au Crédit Agricole.

De convention expresse, tout acte de nantissement devra être constaté par acte authentique, et signifié au Groupement dans les formes prévues à l'article 1690 du Code Civil.

Ce nantissement donnera également lieu aux formalités prévues à l'article 26 § II, ci-après des Statuts.

Le consentement donné par les autres associés au projet de nantissement emporte agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts sociales, à la condition que cette réalisation ait été notifiée un mois avant la vente, aux membres du Groupement et au Groupement lui-même.

Chaque membre du Groupement peut se substituer à l'acquéreur dans un délai de 5 jours francs à compter de la vente. Si plusieurs membres exercent cette faculté, ils sont, sauf convention contraire intervenue entre eux, réputés acquéreurs en proportion du nombre de parts qu'ils détenaient antérieurement.

Si aucun membre du Groupement n'exerce cette faculté, le Groupement peut lui-même racheter les parts, dans les cinq jours qui suivent l'expiration du délai accordé aux associés, en vue de réduire son capital.

La réalisation forcée qui ne procède pas d'un nantissement auquel les autres membres du Groupement ont donné leur consentement, doit pareillement être notifiée un mois avant la vente, au gérant du Groupement ; les membres informés par lui, peuvent alors, dans ce délai décider en exécution de l'article 1868 nouveau du Code Civil, soit la dissolution du Groupement, soit l'acquisition des parts dans les conditions fixées à l'article 10 § II ci-dessus.

Si la vente forcée a lieu, les membres du Groupement ou le Groupement lui-même peuvent exercer la faculté de substitution qui leur est reconnue par l'article 867 nouveau du Code Civil. Le non exercice de cette faculté emporte agrément de l'acquéreur.

ARTICLE 14

RESPONSABILITE DES ASSOCIES

A l'égard des créanciers de la Société, les associés sont, sauf convention contraire intervenue avec les créanciers, indéfiniment tenus du passif social, proportionnellement à leur part dans le capital social. Dans leurs rapports respectifs, les associés sont tenus des dettes et engagements de la société, chacun dans la proportion de leurs droits sociaux.

Toutefois, dans tous les actes qui contiendraient des engagements au nom du Groupement, et notamment dans ceux relatifs aux emprunts et traites d'entrepreneur, le gérant devra faire renoncer les créanciers au droit d'exercer des actions personnelles contre les associés, de telle sorte que les créanciers ne puissent, par suite de cette renonciation, exercer d'actions et de poursuites que contre le Groupement et les biens lui appartenant.

Si deux époux sont seuls ou avec d'autres membres du Groupement, ils ne doivent pas l'un et l'autre être indéfiniment et solidairement responsables des dettes sociales, en application de l'article 1832-1 nouveau du Code Civil.

Conformément au décret n° 64-1194 du 3 décembre 1964, chaque associé sera solidairement tenu avec ses co-associés au remboursement des prêts consentis par toute Caisse de Crédit Agricole ; cette obligation survivra à l'égard desdites Caisses, à la sortie de l'associé et incombera en cas de décès à ses ayants droit.

De plus, toute répartition des bénéfices après règlement annuel des comptes sera interdite même sous forme d'intérêts au capital social, avant le remboursement des annuités échues des prêts à moyen et à long terme et le remboursement des prêts à court terme échus du Crédit Agricole.

ARTICLE 15

INCAPACITE D'UN ASSOCIE

Le Groupement n'est pas dissout par l'incapacité civile d'un de ses membres.

S'il y a déconfiture, faillite personnelle, liquidation de biens ou règlement judiciaire atteignant l'un des associés, à moins que les autres, unanimes, ne décident de dissoudre la société par anticipation, il sera procédé, conformément à l'article 1860 nouveau du Code Civil, au remboursement des droits sociaux de l'intéressé, qui perdra alors la qualité d'associé.

TITRE III - FONCTIONNEMENT ET ADMINISTRATION

ARTICLE 16

GERANCE

Le Groupement est géré et administré par un ou plusieurs gérants pris parmi les associés ou en dehors d'eux, et nommés par décision de l'Assemblée Ordinaire des associés pour une durée de six années renouvelable.

Les gérants sont révocables à tout moment par simple décision de l'Assemblée Générale Ordinaire. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts.

Les gérants sont également révocables par les Tribunaux pour cause légitime, à la demande de tout associé.

Si, pour quelque cause que ce soit, le Groupement se trouve dépourvu de gérant, tout associé peut demander au Président du Tribunal de Grande Instance statuant sur requête, la désignation d'un mandataire chargé de réunir les associés en vue de nommer un ou plusieurs gérants.

ARTICLE 17

POUVOIRS ET RESPONSABILITE DES GERANTS

I. POUVOIRS DE LA GERANCE

Conformément à l'article 1849 nouveau du Code Civil, dans les rapports avec les tiers, le gérant engage le Groupement pour les actes entrant dans l'objet social. En cas de pluralité de gérants, ceux-ci détiennent séparément les pouvoirs prévus ci-dessus. L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi qu'ils en aient eu connaissance.

Dans les rapports entre les associés, le gérant peut accomplir tous les actes de gestion que commande l'intérêt du Groupement. S'il y a plusieurs gérants, ils exercent séparément ces pouvoirs, sauf le droit qui appartient à chacun de s'opposer à une opération avant qu'elle ne soit conclue.

Les gérants règlent et arrêtent tous comptes avec tous créanciers et débiteurs, paient toutes charges, redevances, impôts, primes d'assurances, et, d'une façon générale, toutes dettes incombant au Groupement dans les limites des présents pouvoirs. Ils encaissent tous fermages ou autres sommes dues au Groupement.

Ils peuvent ouvrir et faire fonctionner tous comptes ouverts ou à ouvrir au nom du Groupement auprès de toutes banques ou autres établissements financiers, et en particulier auprès des Caisses

de Crédit Agricole et des Centres de Chèques Postaux.

Ils font exécuter toutes directives données par le Groupement.

Toutes autres opérations nécessiteront l'approbation de l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés, notamment :

- la conclusion, la modification, le renouvellement et la résiliation de tout bail ;

- tous travaux de construction, reconstruction, amélioration ou aménagements des terres ;

- toute acquisition, toute aliénation, tout échange ;

- tout emprunt avec ou sans garantie, autre que ceux à court terme éventuellement nécessaires au paiement annuel des impôts fonciers.

Les gérants peuvent, sous leur responsabilité personnelle, conférer toutes délégations de pouvoirs, spéciales ou temporaires.

Ils ont la signature sociale par les mots : " Pour le G.F. de le gérant ", suivis de leur signature .

II. RESPONSABILITE DES GERANTS

Chaque gérant est responsable individuellement envers le Groupement et envers les tiers, soit des infractions aux lois et règlements, soit de la violation des statuts, soit des fautes commises dans sa gestion.

Si plusieurs gérants ont participé aux mêmes faits, leur responsabilité est solidaire à l'égard des tiers et des associés. Toutefois, dans les rapports entre eux, le Tribunal détermine la part contributive de chacun dans la réparation du dommage causé.

Les membres du Groupement ont le droit d'obtenir, une fois par an, communication des livres et documents sociaux et de poser par écrit des questions sur la gestion sociale; la gérance devra y répondre par écrit dans le délai d'un mois.

III. COMPTE RENDU DE GESTION

Conformément à l'article 1856 nouveau du Code Civil, la gérance doit, au moins une fois dans l'année, rendre compte de sa gestion aux Membres du Groupement. Cette reddition de comptes doit comporter un rapport écrit d'ensemble sur l'activité du Groupement au cours de l'année ou de l'exercice écoulé, comportant l'indication des bénéfices réalisés ou prévisibles et des pertes encourues ou prévues.

ARTICLE 18

DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives des associés résulteront des procès-verbaux des Assemblées. Toutefois, les associés auront la faculté d'émettre leur vote par correspondance ou par procuration donnée à un autre associé, ou à un conjoint, ou à un descendant ou ascendant.

Toute Assemblée est convoquée par la gérance au moyen de lettres recommandées adressées aux associés quinze jours francs au moins à l'avance et indiquant, sommairement, l'objet de la réunion.

Elle aura lieu au siège social ou à tout autre endroit indiqué dans la convocation. Elle est présidée par un des gérants assisté d'un secrétaire qu'elle désigne.

Il est tenu une feuille de présence qui est émargée par les associés présents ou leurs mandataires ou représentants.

Il ne peut être mis en délibération que les propositions à l'ordre du jour.

Les délibérations sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial et signés par la gérance et le secrétaire.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts lui appartenant.

Chacun d'eux présent ou représenté, ne dispose que d'une voix quel que soit le nombre de parts qu'il détient.

En ce qui concerne les parts appartenant à un usufruitier et à un ou plusieurs nus-proprétaires, elles seront valablement représentées par l'usufruitier pour les décisions collectives ordinaires et par le ou les nus-proprétaires pour les décisions collectives extraordinaires.

Chaque part est indivisible à l'égard de la Société. Pour chacune d'elles, les copropriétaires indivis sont tenus, pour l'exercice de leur droits, de se faire représenter auprès de la Société par un seul d'entre eux ou par un mandataire commun pris parmi les autres associés.

Les associés peuvent toujours, d'un commun accord, prendre les décisions collectives à l'unanimité par actes sous seing privé ou notariés, ce qui dispense de la formalité du vote par écrit ou de la réunion d'une Assemblée. En toutes circonstances, le consentement de tous les associés exprimé dans un acte emporte décision.

Dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice sociale ou les gérants soumettent aux associés un rapport annuel sur les opérations et sur les comptes de la société ainsi que le bilan et les projets des résolutions dont ils proposent l'adoption.

Un vote est émis sur ces résolutions de la manière indiquée ci-dessus ; en outre, le ou les gérants peuvent, à cette époque, soumettre à la décision des associés toutes autres propositions concernant la société.

Ils sont tenus de provoquer pareille décision dans le mois de la demande qui leur en est faite, s'ils en sont requis par un ou plusieurs associés représentant au moins le quart du capital social.

ARTICLE 19

REGLES SPECIALES AUX ASSEMBLEES ORDINAIRES

Les décisions de l'Assemblée Ordinaire concernant essentiellement l'examen et l'approbation des comptes annuels, ainsi que l'affectation des bénéfices et des pertes, le quitus à la gérance, la nomination ou le remplacement des gérants non statutaires.

Ces décisions doivent, pour être valables, être adoptées par des associés représentant plus de LA MOITIE du capital social, à la majorité des voix des associés présents et représentés, et, sur seconde consultation ou convocation, à la simple majorité des votes exprimés, quelle que soit la fraction du capital représenté.

ARTICLE 20

REGLES SPECIALES AUX ASSEMBLEES EXTRAORDINAIRES

L'Assemblée Extraordinaire des Associés est compétente pour toutes les décisions tendant à modifier directement ou indirectement les présents statuts, ainsi que dans tous les cas où ceux-ci lui donnent expressément compétence.

C'est elle qui décide notamment :

- la prorogation de la Société,
- la modification de la dénomination sociale,
- la modification de l'objet social, dans la mesure où elle ne fait pas perdre à la Société son caractère de Groupement Foncier Agricole,
- le transfert du siège social,
- l'augmentation ou la réduction du capital social,
- la désignation ou la révocation d'un gérant statutaire,
- la modification du mode d'administration de la société,
- la modification des rapports avec les associés,
- la modification du mode de réunion et de délibération des assemblées,
- l'acceptation du retrait d'un associé,
- la réduction de la durée de la Société ou sa dissolution anticipée, mais seulement dans les limites permises par les dispositions combinées des articles 5 et 10 des présents statuts,

- la scission de la Société en deux ou plusieurs autres Sociétés de même forme,
- la fusion de la Société avec toutes autres Sociétés de même forme,
- l'agrément d'un cessionnaire ou l'habilitation de la gérance à donner cet agrément,
- tous emprunts autres que ceux à court terme laissés à la compétence de la gérance par l'article 17 ci-dessus.
- toutes aliénations des biens du Groupement, toutes acquisitions, et, d'une manière générale, toutes opérations de gestion interdites à la gérance aux termes de l'article 17 des présents statuts,
- le mode de liquidation du Groupement et la nomination du ou des liquidateurs.

En règle générale, les décisions extraordinaires doivent, pour être valables, être adoptées par la majorité en nombre des associés présents, ou représentés, représentant au moins les TROIS QUARTS du capital social.

Toutefois, ne peuvent être prises qu'À L'UNANIMITÉ, les décisions ayant directement ou indirectement pour effet de faire perdre aux associés le bénéfice des avantages fiscaux prévus par la loi n° 70-299 du 31 décembre 1970, de faire perdre à la société sa qualité de Groupement Foncier Agricole, de réduire les garanties accordées aux membres du Groupement ou d'accroître leurs obligations, notamment :

- la modification des articles 1, 2, 10, 11, 12 et 23 des présents statuts,
- la fusion de la société avec une société d'une autre forme,
- la scission de la société en deux ou plusieurs sociétés dont l'une au moins revêt une autre forme.

En tout état de cause, aucune décision ne peut avoir pour effet de changer la nationalité de la société ni d'obliger un associé à augmenter sa participation sociale.

ARTICLE 21

CONSULTATION DES ASSOCIÉS PAR ÉCRIT

Si le gérant juge à propos de consulter les associés par écrit, il doit adresser à chacun d'eux, par lettre recommandée avec accusé de réception, le texte des décisions proposées ainsi que tous documents et renseignements utiles.

Les associés disposent d'un délai de 15 jours à compter de la date de la réception du texte des décisions pour émettre leur avis par écrit.

Tout associé qui n'aura pas répondu dans ce délai sera considéré comme s'étant abstenu.

Une telle consultation vaudra Assemblée Générale dans les conditions de quorum et de majorité précisées ci-dessus.

ARTICLE 22

EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er janvier et finit le 31 décembre de chaque année. Par exception le premier exercice social commencera le temps écoulé depuis la constitution de la société jusqu'au 31 décembre.

L'inventaire, le compte d'exploitation générale, le compte de pertes et profits et le bilan sont présentés à l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle.

Tout associé peut prendre connaissance de ces pièces et requérir la copie de tout procès-verbal constatant une décision collective.

ARTICLE 23

AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES ET DES PERTES

Les bénéfices nets sont constitués par les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux, des charges sociales des annuités échues des prêts, ainsi que de toute dotation aux comptes d'amortissements et de provisions.

Les bénéfices sont répartis à titre de dividende entre les associés proportionnellement au nombre de parts possédées par chacun d'eux ; ils peuvent également être, totalement ou partiellement, reportés à nouveau.

Les pertes, s'il en existe, s'imputent d'abord sur les bénéfices non encore répartis, ensuite sur les réserves, puis sur le capital ; le solde, s'il y a lieu, est supporté par les associés proportionnellement à leur part dans le capital social.

TITRE IV - DISSOLUTION - LIQUIDATION

ARTICLE 24

DISSOLUTION

La société est dissoute à l'arrivée du terme à défaut de prorogation. Un an au moins avant l'arrivée de ce terme, la gérance devra provoquer une réunion des associés du Groupement, laquelle décidera ou non de sa prorogation par décision collective extraordinaire.

Dans le cas de perte de trois quarts du capital social, la gérance doit provoquer la réunion d'une Assemblée Générale Extraordinaire, à l'effet de statuer sur la continuation ou la dissolution de la Société.

A défaut par la gérance de réunir l'Assemblée Générale Extraordinaire, comme dans le cas où celle-ci n'aurait pu délibérer régulièrement, tout intéressé, peut demander la dissolution de la Société devant les Tribunaux.

En outre, la dissolution anticipée de la Société pourra être provoquée, à tout moment, par décision extraordinaire des associés dans les limites permises par les dispositions combinées des articles 5 et 10 des présents statuts.

Conformément à la disposition de l'article 5 de la loi du 31 décembre 1970, en cas de décès entraînant la réunion de toutes les parts en une seule main, la dissolution de plein droit n'intervient que si la situation n'est pas régularisée dans le délai d'un an.

ARTICLE 25

LIQUIDATION

A l'expiration de la durée du Groupement, ou en cas de dissolution anticipée pour quelque cause que ce soit, l'Assemblée Générale Extraordinaire règle, sur la proposition de la gérance, le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs, pris parmi les associés ou en dehors d'eux; elle détermine leurs pouvoirs.

L'Assemblée Générale Extraordinaire régulièrement constituée conservera pendant la liquidation, les mêmes attributions que durant le cours de la Société. Pendant la liquidation, l'Assemblée est convoquée par le ou les liquidateurs, qui sont tenus de la réunir lorsqu'ils en sont requis par des associés représentant le quart au moins du capital social. Elle est présidée par le ou les liquidateurs, ou par une personne désignée par l'Assemblée. Elle a notamment le pouvoir de modifier, d'étendre ou de restreindre les pouvoirs des liquidateurs, de leur conférer tous pouvoirs spéciaux, d'approuver ou de reclasser les comptes de liquidation, de donner quitus aux liquidateurs.

Le produit net de la liquidation après le règlement du passif est réparti entre les membres du Groupement, proportionnellement au nombre de parts possédées par chacun d'eux.

Celui ou ceux des associés qui participent ou ont participé à l'exploitation des immeubles sociaux pourront, lors de la liquidation et du partage des immeubles sociaux, solliciter, en application de l'article 7 de la loi n° 70-1299 du 31 décembre 1970, la dévolution de ces biens selon les modalités des articles 832 et 832-3 du Code Civil.

TITRE V - PUBLICITE - CONTESTATIONS - ELECTION DE DOMICILE

ARTICLE 26

PUBLICATION AU FICHIER NOTARIAL DES G.F.A.

§ I. INSCRIPTION AU FICHIER

De convention expresse, le présent Groupement sera inscrit au Fichier notarial des G.F.A.

Cette inscription sera faite à la diligence du notaire sou-
signé qui devra produire, en vue de cette inscription, une copie cer-
tifiée conforme des statuts.

§ II. DECLARATIONS MODIFICATIVES :

Les cessions et nantissements de parts feront obligatoire-
ment l'objet d'un acte authentique, qui sera publié au Fichier Notaria-
les des G.F.A.

Il en sera de même de toute modification des statuts.

Devront également être communiqués au Fichier Notarial
des G.F.A., à la diligence de la gérance, et par l'intermédiaire du
notaire ayant reçu l'acte constitutif du Groupement, une copie certi-
fiée conforme de chaque Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire

ARTICLE 27

CONTESTATIONS

Toutes contestations qui pourraient s'élever pendant la
durée de la Société ou lors de la liquidation entre les associés rela-
tives aux affaires sociales seront soumises à la juridiction des
Tribunaux compétents du lieu du siège social.

A défaut d'élection de domicile, les assignations et signi-
fications sont valablement faites au Parquet du Procureur de la Répu-
blique près le Tribunal de Grande Instance du lieu du siège social.

A cet effet, en cas de contestations, tout associé doit
faire élection de domicile dans le ressort du Tribunal compétent du
lieu du siège social et toutes assignations et significations sont
régulièrement délivrées à ce domicile.